

ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

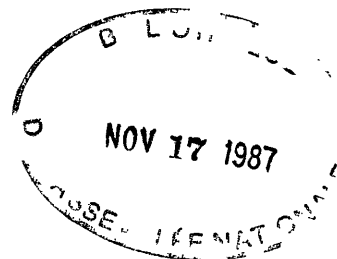
TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 96

Loi modifiant de nouveau la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et la Loi sur la Commission municipale concernant la délimitation des districts électoraux municipaux

Présentation

**Présenté par
M. André Bourbeau
Ministre des Affaires municipales**



**Éditeur officiel du Québec
1987**

NOTE EXPLICATIVE

Ce projet de loi vise à transférer à la Commission municipale du Québec les responsabilités actuellement dévolues à la Commission de la représentation, en matière de délimitation des districts électoraux municipaux.

Projet de loi 96

Loi modifiant de nouveau la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et la Loi sur la Commission municipale concernant la délimitation des districts électoraux municipaux

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. L'article 5 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (1987, chapitre 57) est modifié par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes du deuxième alinéa, des mots « de la représentation » par les mots « municipale du Québec ».

2. L'article 7 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne du troisième alinéa, des mots « de la représentation » par les mots « municipale du Québec ».

3. L'article 10 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa, des mots « de la représentation » par les mots « municipale du Québec ».

4. L'article 12 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne du deuxième alinéa, des mots « de la représentation » par les mots « municipale du Québec ».

5. L'article 14 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne du deuxième alinéa, des mots « de la représentation » par les mots « municipale du Québec ».

6. L'article 19 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la cinquième ligne, des mots « de la représentation » par les mots « municipale du Québec ».

7. L'article 21 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les première et deuxième lignes du deuxième alinéa, des mots « de la représentation » par les mots « municipale du Québec ».

8. L'article 22 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du paragraphe 5° du premier alinéa, des mots « de la représentation » par les mots « municipale du Québec ».

9. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 40, du suivant :

« **40.1** La Commission de la représentation est, pour l'application du présent chapitre, substituée à la Commission municipale du Québec à l'égard d'une municipalité en défaut ou autrement assujettie au contrôle de cette dernière au sens de la Loi sur la Commission municipale (L.R.Q., chapitre C-35). ».

10. L'article 380 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la cinquième ligne du deuxième alinéa et après le mot « Commission », des mots « municipale du Québec ou, selon le cas, de la Commission ».

11. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 870, du suivant :

« **870.1** La Commission de la représentation est substituée à la Commission municipale du Québec pour l'application du chapitre III du titre I quant à la division en districts électoraux du territoire d'une municipalité aux fins de l'élection générale de 1988. ».

12. La Loi sur la Commission municipale (L.R.Q., chapitre C-35) est modifiée par l'insertion, après l'article 100, du suivant :

« **100.1** La Commission doit, au plus tard le 31 janvier de chaque année, remettre au ministre des Affaires municipales un rapport de ses activités pour l'année financière du gouvernement terminée le 31 mars précédent.

Le rapport est déposé devant l'Assemblée nationale dans les 30 jours de sa réception lorsque l'Assemblée est en session ou, lorsqu'elle ne siège pas, dans les 30 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux. ».

13. La présente loi entre en vigueur le 1^{er} janvier 1988.